

**LE JOUR, 1950**  
**29 MARS 1950**

### **D'UNE PROCEDURE**

L'attitude de la Syrie à l'égard du Liban est une des plus désobligeantes qu'on puisse imaginer. Nous ne le disons pas parce que cette attitude nous émeut mais parce qu'elle décourage la vertu.

Tant de services rendus et d'amitié dépensée se traduisent par des mesures qu'on ne prendrait pas dans un pays ravagé par la guerre et menacé par la faim.

La Syrie pense-t-elle nous faire céder par des contraintes de cette sorte ? Le Liban peut tout le temps qu'il faudra manger moins de viande et se porter mieux. Nous avons ici des aliments à en revendre et les mers sont ouvertes.

Il est vrai que Beyrouth consomme normalement autant de viande que Damas et Alep ensemble ; mais cela veut dire seulement que nous sommes pour la Syrie un client irremplaçable.

Quand ce régime extravagant aura duré quelques semaines, on verra bien quelle doctrine est la bonne et quelle formule convient à l'économie syrienne.

Ce que le Gouvernement syrien combat en ce moment, c'est un standard de vie. Mais le standard de vie, en Syrie, n'est pas si foudroyant, que nous sachions, qu'il puisse être abaissé encore. Sous couleur d'économie dirigée, c'est un recul de toute la vie sociale vers quoi l'on va chez nos voisins. Pour ne sentir cela sur-le-champ, on ne perdra rien à attendre. L'expérience est généralement lente et elle se paie. Là où l'argument ne suffit pas, il faut passer par la dure leçon des faits. On l'a bien vu il y a deux ans, au moment des accords monétaires.

Nous autres, nous nous adaptons à ce qui est. Au Liban, ce n'est pas le réalisme qui manque et les grands commerçants libanais comprennent les premiers que le régime que proposait (ou qu'imposait) Damas se fut traduit par leur étouffement. Au Liban nous n'avions pas le choix ; mieux encore, c'est entre la liberté et la mort, qu'il fallait choisir. On comprendra que nous ayons choisi la liberté.

Voilà désormais, sur le plan économique, la Syrie sous un régime policier. Un pays souverain est maître d'adopter le régime qui lui plaît. A ceux qui gouvernent, c'est la marche des événements qui donne tort ou raison. Nous n'aurions au Liban aucune raison de nous plaindre si la Syrie avait mis dans son procédé le minimum de courtoisie qui convenait. Mais, à Damas, on a eu plus de ménagement pour des ennemis que pour nous.

Nous serions en droit de ne jamais l'oublier si nous étions vindicatifs. Du moins serons-nous en garde et agirons-nous en conséquence. Si nous manquons de viande pendant quinze jours, ce n'est pas de sagesse que nous manquerons.